

Gelet op advies 66.582/2 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, § 1, 1^o, van het besluit van de Regering van 10 februari 2000 betreffende het schoolbezoek wordt vervangen als volgt:

"1^o een afwezigheid wegens ziekte, gestaafd door een medisch attest. Als het medisch attest geen einddatum bevat, geldt de afwezigheid slechts tot het einde van het schooljaar als verantwoord."

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit van de Regering wordt aangevuld met de volgende zin:

"Het attest voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 3, § 1, 1^o."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2019.

Art. 4. De minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 7 november 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2019/15757]

28 MARS 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Energie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, articles 11 à 14;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, articles 57 à 62 ;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, articles 12 et 19 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 septembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, on entend par :

1^o le Règlement de minimis : le règlement européen CE n^o 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;

2^o l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 20 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

3 l'arrêté AMURE : l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) ;

4° le Ministre : Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions ;

5° la PME : personne morale du secteur privé qui correspond à la définition de l'article 2.2. du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

6° audit énergétique partiel : audit énergétique partiel tel que défini à l'article 2 de l'arrêté AMURE ;

7° audit énergétique global : audit énergétique global tel que défini à l'article 2 de l'arrêté AMURE ;

8° audit énergétique simplifié : une procédure systématique, conforme au cahier de charges minimal de l'annexe 1^{re};

9° étude de pré-faisabilité : étude de pré-faisabilité telle que défini à l'article 2 de l'arrêté AMURE ;

10° auditeur énergétique agréé AMURE : auditeur énergétique agréé selon la procédure décrite au chapitre 3 de l'arrêté AMURE et conformément à l'annexe 6 de l'arrêté AMURE.

Art. 2. L'aide du portefeuille intégré relevant du Ministre est le chèque-énergie.

CHAPITRE II. — Conditions d'octrois du chèque énergie

Art. 3. Le chèque-énergie est octroyé à une PME pour la réalisation :

1° d'un audit énergétique partiel ;

2° d'un audit énergétique global ;

3° d'un audit énergétique simplifié ;

4° d'une étude de pré-faisabilité.

Art. 4. Sont exclus du chèque-énergie les PME relevant des secteurs suivants, conformément à l'article 1^{er}, du Règlement de minimis :

1° le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.),

2° le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5) ;

3° le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles lorsque :

a) le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées ;

b) l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires.

Art. 5. L'audit énergétique simplifié est réalisée par un auditeur énergétique agréé AMURE conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel, éclairage et énergie renouvelable-cogénération. Les autres audits et études sont réalisés par des auditeurs énergétiques agréés AMURE, conformément à l'annexe 6 de l'arrêté AMURE.

Art. 6. L'audit énergétique partiel, l'audit énergétique global, l'audit énergétique simplifié et l'audit de suivi annuel sont réalisés sur des installations existantes.

L'étude de pré-faisabilité est réalisée sur des installations existantes, sauf lorsqu'il s'agit d'installations relatives à une source d'énergie renouvelable ou à une cogénération.

Art. 7. Le cumul du chèque-énergie avec d'autres subsides ou primes de la Région, des communautés, des provinces ou des communes pour la même étude ou le même investissement est interdit.

CHAPITRE III. — Montant du chèque énergie et coûts éligibles

Art. 8. Les coûts éligibles sont les prestations de services nécessaires de l'auditeur énergétique agréé AMURE pour la réalisation d'un audit énergétique partiel, d'un audit énergétique global, d'un audit énergétique simplifié ou d'une étude de pré-faisabilité.

Art. 9. Le montant des chèques énergie et les coûts éligibles maximaux sont renseignés en annexe 2.

Les chèques énergie sont soumis au règlement de minimis. A ce titre, le cumul des aides de minimis pour les mêmes coûts éligibles est limité à 200.000 EUR sur une période de trois exercices fiscaux.

Art. 10. Le chèque énergie est calculé sur la base des coûts éligibles, hors T.V.A.

CHAPITRE IV. — Procédure d'octroi du chèque énergie

Art. 11. La demande de chèque énergie, visée à l'article 15 de l'arrêté, contient au minimum les informations visées à l'annexe 3.

L'attestation PME visée à l'annexe 6 est complétée et jointe à la demande de chèque énergie.

L'attestation de minimis visée à l'annexe 7 est complétée et jointe à la demande de chèque énergie.

Art. 12. La convention entre la PME et le prestataire de services, visée à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté, contient au minimum les informations visées à l'annexe 4.

Art. 13. Le paiement de la PME auprès de l'émetteur, visé à l'article 19, alinéa 1 de l'arrêté, qui constitue sa part pour la couverture des services visés par l'aide, est nulle pour le chèque énergie.

Art. 14. Le délai visé à l'article 19, alinéa 5 et 20, § 1^{er} de l'arrêté, dans lequel la prestation doit être réalisée et terminée, est de 12 mois à partir de la date de recevabilité du dossier.

Art. 15. Le rapport d'exécution de la prestation de services, visé à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 3 de l'arrêté, à joindre à la facture du prestataire de service, contient au minimum les informations visées à l'annexe 5.

Namur, le 28 mars 2019.

ANNEXE 1. Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique simplifié

1. Objectif

L'audit énergétique simplifié a pour but de présenter au commanditaire, un premier état des lieux sur les aspects énergétiques de l'entreprise. Cet état des lieux, basé sur une visite dans des conditions d'utilisation réelle, couvre les aspects liés aux factures, à la comptabilité énergétique et propose une liste d'actions à entreprendre en vue d'améliorer l'efficacité énergétique de l'entreprise ou contribuer au développement des énergies renouvelables et de la cogénération. Cet audit est simplifié, dans la mesure où il couvre les aspects énergétiques les plus significatifs de l'entreprise que ce soit en terme de quantité d'énergie ou en terme de possibilité d'actions pour le commanditaire.

Le périmètre audité couvre l'activité opérationnelle des ateliers et des bureaux et les systèmes utilisant de l'électricité et des combustibles.

2. Contenu de l'audit énergétique simplifié

1° l'analyse de la consommation d'électricité :

- a) Analyse des consommations heures pleines / heures creuses ;
- b) Analyse de la puissance appelée ;
- c) Analyse du cos phi ;
- d) Analyse du diagramme de charge ;
- e) Analyse de la pointe quart- horaire ;
- f) Analyse des factures d'électricité.

2° l'analyse des consommations de combustibles :

- a) Analyse des consommations ;
- b) Analyse des influences saisonnières ;
- c) Analyse des factures de combustibles ;

3° la visite et l'analyse énergétique simplifiée des installations et des locaux de l'entreprise, qui reprend :

- a) la présentation de l'activité de l'entreprise et son développement éventuel ;
- b) la présentation des problèmes énergétiques rencontrés, les investissements déjà réalisés ou les projets relatifs à la réduction des consommations énergétiques ou leur développement éventuel ;
- c) le relevé des déficiences éventuelles des installations qui peuvent faire de l'objet de photos ;
- d) les explications des problématiques identifiées et leurs possibilités d'amélioration, les bonnes pratiques, les possibilités d'investissement telles que des améliorations de l'efficacité énergétique et la possibilité d'installation d'autoproduction d'énergie.

4° le débriefing et les recommandations pour augmenter l'efficacité énergétique des points identifiés par l'audit simplifié comprennent :

- a) les aspects liés aux ateliers et aux locaux : l'éclairage, les productions, distributions, émissions et régulations du chauffage et de la climatisation du bâtiment, la ventilation, et si nécessaire, l'isolation et l'étanchéité du bâtiment ;

- b) les aspects liés à l'activité de l'entreprise : l'efficacité des forces motrices, l'utilisation de variateurs, les utilités telles que la production, distribution et utilisation de l'air comprimé, de la vapeur ou du froid, la gestion des arrêts ;
- c) la sensibilisation du personnel ;
- d) la production d'énergies renouvelables autoconsommées ou pour une mise à disposition sur un micro-réseau autonome à destination d'entreprises ou de collectivités ;
- e) la récupération de chaleur fatale ;

5° l'examen de la possibilité de flexibilité énergétique électrique de l'entreprise ;

6° les informations relatives aux incitants financiers spécifiques ;

7° les actions à prendre pour mettre en œuvre les recommandations de l'audit ;

8° une identification des investissements éligibles à l'AGW du 2 décembre 2004 relatif aux aides UDE ;

3. Contenu du rapport d'audit simplifié :

- 1° les coordonnées du contact ainsi que les données de base sur l'activité de l'entreprise ;
- 2° l'objectif de l'audit, c'est-à-dire son étendue et ses limites ;
- 3° une synthèse des actions à entreprendre et des pistes d'amélioration à retenir ;
- 4° une description des problématiques identifiées et des solutions à apporter, éventuellement illustré des photos prises lors de la visite ;
- 5° une synthèse des incitants financiers en lien avec les sujets abordés ;
- 6° la liste des investissements éligibles à l'AGW du 2 décembre 2004 relatif aux aides UDE.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Énergie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Énergie,

J.-L. CRUCKE

ANNEXE 2. Montants des chèques énergie pour les PME

	Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Étude de pré-faisabilité	Audit énergétique simplifié
	Montant : 75% des coûts éligibles	Montant : 75% des coûts éligibles	Montant : 75% des coûts éligibles	Montant : 75% des coûts éligibles
	Coûts éligibles maximaux: 6.000€	Subvention annuelle maximale: 5.000€	Subvention annuelle maximale: 5.000€	Coûts éligibles maximaux: 1.000€

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Énergie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Énergie,

J.-L. CRUCKE

Annexe 3 : La demande de chèque énergie

Lieu et date :

Nom de la PME :

Adresse :

N°compte bancaire :

Numéro d'entreprise :

Code NACE :

Le bénéficiaire certifie :

- solliciter un chèque énergie pour la réalisation :
 - d'un audit énergétique partiel
 - d'un audit énergétique global
 - d'un audit énergétique simplifié
 - d'une étude de pré-faisabilité
- avoir pris connaissance du descriptif des conditions d'octroi du chèque énergie et s'engage à les respecter
- qu'il prend bonne note que le chèque énergie est soumis au Règlement *de minimis*

Annexes complétées par le bénéficiaire :

- attestation PME (annexe 6)
- attestation *de minimis* (annexe 7)

Signature de la PME :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Énergie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Énergie,

J.-L. CRUCKE

Annexe 4 : La convention

Lieu et date :

Nom de l'auditeur énergétique agréé AMURE :

Adresse :

Nom de la PME bénéficiaire :

Adresse :

Numéro d'entreprise :

Prestation de service (au choix):

- audit énergétique partiel
- audit énergétique global
- audit énergétique simplifié
- étude de pré-faisabilité

/	Tâches	Montant HTVA [€]
/		
/		
/		
Total	/	
Montant provisionnel du chèque énergie	/	

Date d'expiration de l'offre :

Signature de l'auditeur énergétique agréé AMURE :

Signature de la PME bénéficiaire :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Energie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Energie,

J.-L. CRUCKE

ANNEXE 5. Le rapport d'exécution de la prestation de services

Nom de l'auditeur énergétique agréé AMURE :

Adresse :

Nom de la PME bénéficiaire :

Adresse :

Numéro d'entreprise :

Prestation de service (au choix):

- audit énergétique partiel
- audit énergétique global
- audit énergétique simplifié
- étude de pré-faisabilité

Liste et détail des factures :

/	N° des factures	Dates des factures	Montant HTVA [€]
/			
/			
/			
Total des factures	/	/	
Montant du chèque énergie	/	/	

Liste et détail des pistes d'amélioration identifiées dans l'audit ou l'étude :

Mesures d'efficacité énergétique /d'énergie renouvelable identifiées dans l'audit/l'étude	Classement ¹	l'économie d'énergie annuelle [kWh final]	durée de vie de l'économie d'énergie [an]	fiabilité des données chiffrées ²	Montant de l'investissement HTVA [€]

¹ Le classement : « bâtiment », « processus industriel », « utilités », « éclairage » ou « énergie renouvelable ou cogénération ».

² le taux de fiabilité : « estimation » ou « calcul ».

Annexes :

- La/les facture(s)
- Le rapport d'audit énergétique global, d'audits énergétique partiel, d'audit énergétique simplifié ou d'étude de pré-faisabilité

Signature de la PME :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Signature du prestataire :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Energie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Energie,

J.-L. CRUCKE

Annexe 6 : L'attestation PME

L'entreprise demanderesse atteste qu'elle répond à la qualité de PME et qu'elle complète de manière sincère les informations demandées ci-après

Structure de l'actionnariat de l'entreprise demanderesse :

Actionnaires et catégorie(s) (public, privé)	Nombre de parts	%

Filiales éventuelles de l'entreprise demanderesse :

Dénomination des entreprises dans le capital desquelles votre société détient une participation	%

Pour toute entreprise liée à ou partenaire de l'entreprise demanderesse (participation dans le capital d'au moins 25 %) :

- la dénomination complète :
- le taux de participation :
- l'adresse du siège social :
- le numéro de TVA :
- l'actionnariat (voir tableau ci-dessus) :

Si ces entreprises ne sont pas belges, pour les **deux** derniers exercices clôturés :

- le chiffre d'affaires :
- le total du bilan :
- le nombre d'emplois en équivalents temps plein :

Signature de la PME :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Energie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Energie,

J.-L. CRUCKE

ANNEXE 7. Attestation de minimis

Attestation sur l'honneur de l'entreprise demanderesse concernant les aides *de minimis* octroyées et à venir :

1. Renseignements généraux

1.1. Numéro de l'entreprise

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□□-□□□□

Une entreprise qui occupe du personnel doit avoir un numéro d'entreprise. Ce renseignement est obligatoire. Si ce numéro n'est pas renseigné, votre demande ne pourra être traitée.

1.2. Type d'entreprise

Personne physique (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom)

Date de naissance □□/□□/□□

Personne morale (société)

Nom de la société

Forme juridique

1.3. Adresse

Adresse Numéro □□□□ Boîte □□

Code postal □□□□ Localité Pays

Téléphone □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

Courriel@.....

1.4. Compte bancaire

Intitulé complet du compte

Numéro '**classique**'

□□□-□□□□□□□□-□□

Numéro **IBAN**

IBAN BIC.....

2. Personne de contact

M./Mme. (nom et prénom)

Fonction au sein de l'entreprise

Adresse Numéro □□□□ Boîte □□

Code postal □□□□ Localité Pays

Téléphone □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

Courriel@.....

3. Participations et composition du capital

3.1. Participations de fait ou de droit détenues dans d'autres entreprises

Si l'entreprise demanderesse détient des participations dans d'autres entreprises ou associations d'entreprises de manière telle qu'ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »¹, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Pourcentage du capital
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. Entreprises liées à l'entreprise demanderesse

Il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous si une entreprise :

- a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit d'exercer une influence dominante sur l'entreprise demanderesse en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU ;
- contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Cas de figure a), b), c) ou d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Activités de l'entreprise

Certains secteurs sont exclus du Règlement *de minimis*. Pour nous assurer que votre entreprise n'évolue pas dans l'un de ces secteurs, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous :

Codes NACE 2008 ²	Décrivez vos activités	Pourcentage du chiffre d'affaires
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%

¹ Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d'exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l'autre entreprise en vertu d'un contrat ou d'une clause des statuts.

² Si vous ne connaissez pas le code NACE de vos activités, vous pouvez trouver un document renseignant les codes NACE 2008 à l'adresse suivante : http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

5. Renseignements relatifs aux aides de minimis

Pour chaque nouvelle aide de minimis octroyée, il y a lieu de tenir compte du montant total d'aides de minimis octroyées au cours de l'exercice fiscal concerné mais aussi des deux derniers exercices fiscaux, afin d'apprécier si le montant cumulé de ces aides n'excède pas le plafond fixé par les Règlements de minimis.

Si les aides de minimis sont régies dans leur grande majorité par le Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis³, d'autres Règlements de minimis spécifiques coexistent avec celui-ci, dans les secteurs agricole⁴, de la pêche et de l'aquaculture⁵, ainsi qu'en ce qui concerne les Services d'Intérêt Économique Général ou « SIEG »⁶. Si l'entreprise évolue dans au moins un de ces secteurs, il convient de prendre en compte les Règlements spécifiques susmentionnés lorsque vous complétez le tableau ci-dessous.

Aux fins de vérifier si ce plafond fixé dans ces Règlements n'est pas dépassé, complétez le tableau ci-dessous relativement aux aides de minimis précédemment obtenues ainsi qu'aux aides de minimis en cours de traitement et ce, en gardant à l'esprit la notion d'entreprise « unique » développée *supra*, au point 3⁷:

Aides précédemment obtenues :

Date de décision	Entité bénéficiaire	Règlement de minimis concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Référence	Montant en EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.....			...EUR

³ Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, *J.O.U.E.*, 24 décembre 2013, L 352, p.1.

⁴ Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, *J.O.U.E.*, 24 décembre 2013, L 352, p.9.

⁵ Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, *J.O.U.E.*, 28 juin 2014, L 190, p.45.

⁶ Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, *J.O.U.E.*, 26 avril 2012, L 114, p.8.

⁷ Sont donc visées tant l'entité bénéficiaire que les autres entités qui lui sont liées de manière telle qu'ensemble, elles constituent une « entreprise unique ».

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....	...EUR
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....	...EUR
TOTAL :EUR		

Aides en cours de traitement :

Date de la demande	Entité bénéficiaire	Règlement <i>de minimis</i> concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Référence	Montant en EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG ..... ..... .....				...EUR
TOTAL :EUR						

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination), autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessus est exacte et complète.

Je m'engage à informer la Région Wallonne de toute aide *de minimis* qui me serait notifiée, pendant une période de trois ans, à dater de l'octroi éventuel d'une aide *de minimis*.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à, le

Signature de la PME :

Nom, prénom et fonction du/des signataire(s) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Energie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Namur, le 28 mars 2019.

Le Ministre de l'Energie,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/15757]

28. MÄRZ 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung, und die Energie,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen, Artikel 11 bis 14;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, Artikel 12 und 19;

Aufgrund der am 12. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. September 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 22. November 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Allgemeines*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° De-minimis-Verordnung: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° AMURE-Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

5° KMU: eine juristische Person des Privatsektors, die der Definition nach Artikel 2.2 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entspricht;

6° partielles Energieaudit: ein partielles Energieaudit im Sinne von Artikel 2 des AMURE-Erlasses;

7° globales Energieaudit: ein globales Energieaudit im Sinne von Artikel 2 des AMURE-Erlasses;

8° vereinfachtes Energieaudit: ein systematisches Verfahren, das dem Lastenheft mit den Mindestanforderungen nach Anhang 1 genügt;

9° Durchführbarkeitsvorstudie: eine Durchführbarkeitsvorstudie nach Artikel 2 des AMURE-Erlasses;

10° nach "AMURE" zugelassener Energieauditor: ein Energieauditor, der nach dem in Kapitel 3 des AMURE-Erlasses beschriebenen Verfahren und nach Anhang 6 des AMURE-Erlasses zugelassen ist.

Art. 2 - Die Beihilfe des integrierten Portfolios, für die der Minister zuständig ist, ist der Energiescheck.

KAPITEL II — Bedingungen für die Gewährung des Energieschecks

Art. 3 - Der Energiescheck wird einem KMU gewährt für die Durchführung:

1° eines partiellen Energieaudits;

2° eines globalen Energieaudits;

3° eines vereinfachten Energieaudits;

4° einer Durchführbarkeitsvorstudie.

Art. 4 - Die KMU, die nach Artikel 1 der De-minimis-Verordnung den folgenden Wirtschaftsbereichen angehören, haben keinen Anspruch auf Energieschecks:

1° Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code 2008: 03.);

2° Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code 2008: 01.1 bis 01.5);

3° Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse, wenn

a) der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage des Preises oder der Menge der Produkte dieser Art festgelegt wird, die bei Primärerzeugern gekauft werden oder von den betreffenden Unternehmen vermarktet werden;

b) die Beihilfe zur Bedingung hat, dass sie teilweise oder ganz Primärerzeugern abgetreten wird.

Art. 5 - Das vereinfachte Energieaudit wird von einem nach "AMURE" in den Bereichen Gebäude, Industrieverfahren, Beleuchtung und erneuerbare Energie & Kraft-Wärme-Kopplung zugelassenen Energieauditor durchgeführt. Die sonstigen Audits und Studien werden in Übereinstimmung mit Anhang 6 des AMURE-Erlasses von nach "AMURE" zugelassenen Energieauditoren durchgeführt.

Art. 6 - Das partielle Energieaudit, das globale Energieaudit, das vereinfachte Energieaudit und das jährliches Follow-up-Audit werden an bestehenden Anlagen durchgeführt.

Die Durchführbarkeitsvorstudie wird an bestehenden Anlagen durchgeführt, außer wenn es sich um Anlagen im Rahmen einer erneuerbaren Energiequelle oder der Kraft/Wärme-Kopplung handelt.

Art. 7 - Die Kumulierung des Energieschecks mit anderen Subsidien oder Prämien der Region, der Gemeinschaften, der Provinzen oder der Gemeinden für dieselbe Studie oder dieselbe Investition ist untersagt.

KAPITEL III — Höhe des Energieschecks und zuschussfähige Kosten

Art. 8 - Als zuschussfähige Kosten gelten die Kosten für die Dienstleistungen des nach "AMURE" zugelassenen Energieauditors, die für die Durchführung eines partiellen Energieaudits, eines globalen Energieaudits, eines vereinfachten Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie notwendig sind.

Art. 9 - Die Höchstbeträge der Energieschecks und der zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 2 angeführt.

Die Energieschecks unterliegen der De-minimis-Verordnung. In diesem Rahmen wird der Höchstbetrag für kumulierte De-minimis-Beihilfen für dieselben zuschussfähigen Kosten auf 200.000 EUR über einen Zeitraum von drei Steuerjahren beschränkt.

Art. 10 - Der Energiescheck wird auf der Grundlage der zuschussfähigen Kosten außer MwSt. berechnet.

KAPITEL IV — Verfahren für die Gewährung des Energieschecks

Art. 11 - Der in Artikel 15 des Erlasses erwähnte Antrag auf einen Energiescheck enthält mindestens die in Anhang 3 aufgeführten Angaben.

Die in Anhang 6 erwähnte KMU-Bescheinigung wird ausgefüllt und dem Antrag auf einen Energiescheck beigelegt.

Die in Anhang 7 erwähnte De-minimis-Bescheinigung wird ausgefüllt und dem Antrag auf einen Energiescheck beigelegt.

Art. 12 - Die in Artikel 16 § 1 Absatz 2 des Erlasses erwähnte Vereinbarung zwischen dem KMU und dem Diensteanbieter enthält mindestens die in Anhang 4 aufgeführten Angaben.

Art. 13 - Der vom KMU an den in Artikel 19 Absatz 1 genannten Aussteller zu zahlende Betrag, der den Anteil des KMU zur Deckung der Kosten für die von der Beihilfe betroffenen Dienstleistungen entspricht, ist für den Energiescheck gleich null.

Art. 14 - Die in Artikel 19 Abs. 5 und 20 § 1 des Erlasses genannte Frist, innerhalb deren die Dienstleistung zu erbringen und zu beendigen ist, beträgt 12 Monate ab dem Datum der Zulässigkeit der Akte.

Art. 15 - Der in Artikel 20 § 1 Absatz 3 des Erlasses erwähnte, der Rechnung des Diensteanbieters beizufügende Bericht über die Erbringung der Dienstleistung enthält mindestens die in Anhang 5 aufgeführten Angaben.

Namur, den 28. März 2019

J.-L. CRUCKE

ANHANG 1 - Lastenheft mit den Mindestanforderungen für das vereinfachte Energieaudit

1. Zielsetzungen

Ziel des vereinfachten Energieaudits ist es, dem Auftraggeber eine erste Bestandsaufnahme über die energetischen Aspekte des Betriebs darzulegen. Diese Bestandsaufnahme beruht auf einer Besichtigung bei realen Betriebsbedingungen, deckt die Aspekte in Bezug auf die Rechnungen, die energetische Buchführung, und schlägt eine Liste von zu ergreifenden Maßnahmen vor, um die Energieeffizienz des Unternehmens zu verbessern oder zur Entwicklung der erneuerbaren Energien und der Kraft-Wärme-Kopplung beizutragen. Bei diesem Audit handelt es sich um ein vereinfachtes Audit, da es die wesentlichsten energetischen Aspekte im Unternehmen deckt, sowohl was die Energiemengen als die Aktionsmöglichkeiten für den Auftraggeber betrifft.

Der Umfang des Audits deckt die operationelle Aktivität der Werkstätten und Büros sowie die Systeme, die Strom und Brennstoffe benutzen.

2. Inhalt des vereinfachten Energieaudits

1° Analyse des Stromverbrauchs:

- a) Analyse des Verbrauchs während der Volltarif- und Billigtarifzeiten;
- b) Analyse der verbrauchten Leistung;
- c) Analyse des $\cos \phi$;
- d) Analyse des Belastungsdiagramms;
- e) Analyse der Viertelstundenspitze;
- f) Analyse der Stromrechnungen.

2° Analyse des Brennstoffverbrauchs:

- a) Analyse der Verbrauchsdaten;
- b) Analyse der saisonalen Einflüsse;
- c) Analyse der Brennstoffrechnungen;

3° Besichtigung und vereinfachte energetische Analyse der Anlagen und Räumlichkeiten des Unternehmens:

- a) Darstellung der Aktivität des Unternehmens und dessen eventuellen Weiterentwicklung;
- b) Darstellung der angetroffenen Energieprobleme, der bereits getätigten Investitionen oder der Projekte zur Verringerung des Energieverbrauchs, und ggf. zur Weiterentwicklung solcher Projekte;
- c) eventuelle Mängel an den Anlagen, die ggf. fotografiert werden können;
- d) Information über die identifizierten Probleme und die Verbesserungsmöglichkeiten, die gute fachliche Praxis, die Investitionsmöglichkeiten wie z.B. in Sachen Verbesserung der Energieeffizienz und Anlagen zur Eigenenergieproduktion.

4° Debriefing und Empfehlungen zur Steigerung der Energieeffizienz der anlässlich des vereinfachten Audits identifizierten Punkte:

- a) Aspekte in Bezug auf die Werkstätten und Räumlichkeiten: Beleuchtung, Heizung und Klimatisierung (Erzeugung und -verteilung, Emissionen, Regelung), Lüftung, ggf. Wärmedämmung und Dichtigkeit des Gebäudes;
- b) Aspekte in Verbindung mit der Aktivität des Unternehmens: Effizienz der Antriebskräfte, Gebrauch von Umrichtern bzw. Drehzahlreglern, Energieträger wie Druckluft, Dampf, Kälte (Erzeugung, Verteilung, Benutzung), Stillstandsmanagement;

- c) Sensibilisierung des Personals;
- d) Produktion von erneuerbaren Energien zwecks des Eigenverbrauchs oder der Zurverfügungstellung an andere Unternehmen oder Körperschaften im Rahmen eines autonomen Mikronetzes;
- e) Abwärmenutzung;

5° Bestimmung der Möglichkeiten zur elektrischen energetischen Flexibilität im Rahmen des Unternehmens;

6° Information über spezifische finanzielle Anreize;

7° Maßnahmen, die zur Umsetzung der Empfehlungen des Audits zu ergreifen sind;

8° Identifizierung der Investitionen, die im Rahmen des EWR vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

3. Inhalt des vereinfachten Energieaudits:

- 1° die Kontaktdaten des Unternehmens und die Basisangaben über seine Aktivität;
- 2° die Zielsetzung des Audits, d.h. sein Umfang und seine Begrenzungen;
- 3° eine Synthese der zu ergreifenden Maßnahmen und der möglichen Verbesserungsmöglichkeiten;
- 4° eine Beschreibung der identifizierten Probleme und der entsprechenden Lösungen, ggf. mit den während der Besichtigung gemachten Fotos veranschaulicht;
- 5° eine Synthese der finanziellen Anreize in Verbindung mit den angesprochenen Themen;
- 6° Identifizierung der Investitionen, die im Rahmen des EWR vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden;

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 2 – Höhe der Energieschecks für KMU

	Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeit svorstudie	Vereinfachtes Energieaudit
	Betrag: 75% der zuschussfähigen Kosten	Betrag: 75% der zuschussfähigen Kosten	Betrag: 75% der zuschussfähigen Kosten	Betrag: 75% der zuschussfähigen Kosten
	Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: 6.000€	Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 5.000€	Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 5.000€	Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: 1.000€

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden;

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 3 – Antrag auf einen Energiescheck

Ort und Datum:

Name des KMUs:

Anschrift:

Bankkontonummer:

Unternehmensnummer:

NACE-Code:

Der Anspruchsberechtigte bescheinigt, dass er

- einen Energiescheck beantragt, für die Durchführung
 - eines partiellen Energieaudits
 - eines globalen Energieaudits
 - eines vereinfachten Energieaudits
 - einer Durchführbarkeitsvorstudie
- die Bedingungen für die Gewährung des Energieschecks zur Kenntnis genommen hat, und sich verpflichtet, sie einzuhalten
- zur Kenntnis nimmt, dass die Energieschecks der *De-minimis*-Verordnung unterliegen

Vom Anspruchsberechtigten ausgefüllte Anhänge:

- KMU-Bescheinigung (Anhang 6)
- *De-minimis*-Bescheinigung (Anhang 7)

Unterschrift des KMU:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 4 - Vereinbarung

Ort und Datum:

Name des nach "AMURE" zugelassenen Energieauditors:

Anschrift:

Name des anspruchsberechtigten KMU:

Anschrift:

Unternehmensnummer:

Dienstleistung (je nach Wahl):

- partielles Energieaudit
- globales Energieaudit
- vereinfachtes Energieaudit
- Durchführbarkeitsvorstudie

/	Aufgaben	Betrag exkl. MwSt. [€]
/		
/		
/		
GESAMT	/	
Vorläufiger Betrag des Energieschecks	/	

Ablaufdatum des Angebots:

Unterschrift des nach "AMURE" zugelassenen Energieauditors:

Unterschrift des anspruchsberechtigten KMU:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 5 - Bericht über die Erbringung der Dienstleistung

Name des nach "AMURE" zugelassenen Energieauditors:

Anschrift:

Name des anspruchsberechtigten KMU:

Anschrift:

Unternehmensnummer:

Dienstleistung (je nach Wahl):

- partielles Energieaudit
- globales Energieaudit
- vereinfachtes Energieaudit
- Durchführbarkeitsvorstudie

Liste und Detail der Rechnungen:

/	Rechnungsnummer	Rechnungsdatum	Betrag exkl. MwSt. [€]
/			
/			
/			
Gesamtbetrag der Rechnungen	/	/	
Betrag des Energieschecks	/	/	

Liste und detaillierte Angaben zu den Verbesserungsmöglichkeiten, die im Audit oder in der Studie identifiziert wurden:

Im Audit / in der Studie identifizierte Maßnahmen in Sachen Energieeffizienz / erneuerbare Energien	Einordnung ¹	Jährliche Energieeinsparung [kWh final]	Lebensdauer der Energieeinsparungsmaßnahme [Jahre]	Zuverlässigkeit der Zahlenangaben ²	Betrag der Investition exkl. MwSt. [€]

¹ Einordnung: "Gebäude", "Industrieverfahren", "Energieträger" "Beleuchtung" oder "erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung".

² Zuverlässigkeit: "Einschätzung" oder "Berechnung".

Anhänge:

- Rechnung(en)
- Bericht über das globale Energieaudit, das partielle Energieaudit, das vereinfachte Energieaudit und die Durchführbarkeitsvorstudie

Unterschrift des KMU:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Unterschrift des Diensteanbieters:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 6 - KMU-Bescheinigung

Das antragstellende Unternehmen bestätigt, dass es die Bedingungen erfüllt, um als KMU bezeichnet zu werden, und füllt die nachstehenden Angaben auf ehrliche Weise aus

Aktionärsstruktur des antragstellenden Unternehmens:

Aktionäre und Kategorie(n) (öffentlich, privat)	Anzahl der Anteile	%

Eventuelle Tochtergesellschaften des antragstellenden Unternehmens:

Bezeichnung der Unternehmen, an deren Kapital Ihre Gesellschaft beteiligt ist	%

Für jedes Unternehmen, dass an das antragstellende Unternehmen gebunden oder dessen Partner ist (Beteiligung am Kapital in Höhe von wenigstens 25%):

- Vollständige Bezeichnung:
- Prozentualer Anteil der Beteiligung:
- Anschrift des Gesellschaftssitzes:
- Mehrwertsteuernummer:
- Aktionärsstruktur (siehe Tabelle weiter oben):

Falls es sich nicht um belgische Unternehmen handelt, für die letzten **beiden** abgeschlossenen Geschäftsjahre:

- Umsatz:
- Summe der Jahresbilanz:
- Anzahl Mitarbeiter in Vollzeiteinheiten:

Unterschrift des KMU:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

Anhang 7 - De-minimis-Bescheinigung

Ehrenwörtliche Erklärung des antragstellenden Unternehmens über die gewährten und zukünftigen *De-minimis*-Beihilfen:

1.1. Unternehmensnummer

Unternehmensnummer

□□□□-□□□-□□□

Ein Unternehmen, das Personal beschäftigt, muss eine Unternehmensnummer haben. Diese Angabe ist Pflicht..Wird diese Nummer nicht mitgeteilt, so kann Ihre Anfrage nicht behandelt werden,

1.2. Art des Unternehmens

Natürliche Person (Selbständige(r))

Herr / Frau (Name und Vorname)

Geburtsdatum □□/□□/□□

Juristische Person (Gesellschaft)

Bezeichnung der Gesellschaft

Rechtsform

1.3. Adresse

Anschrift Nummer □□□□ BFK □□

Postleitzahl □□□□ Ortschaft Land

Telefon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-Mail-Adresse@.....

1.4. Bankkonto

Vollständige Bezeichnung des Kontos

'klassische' Nummer

□□□-□□□□□□□□-□□

IBAN-Nummer

IBAN BIC.....

2. Kontaktperson

Herr / Frau (Name und Vorname)

Funktion innerhalb des Unternehmens

Anschrift Nummer □□□□ BFK □□

Postleitzahl □□□□ Ortschaft Land

Telefon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-Mail-Adresse@.....

3. Beteiligungen und Zusammensetzung des Kapitals

3.1. De facto oder De jure Beteiligungen an anderen Unternehmen

Besitzt das antragstellende Unternehmen Anteile in anderen Unternehmen oder Unternehmensvereinigungen, so dass sie gemeinsam als "einziges Unternehmen"¹ gewertet werden können, ist die nachfolgende Tabelle auszufüllen

Unternehmensnummer	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Anteil am Kapital
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. Mit dem antragstellenden Unternehmen verbundene Unternehmen

Die folgende Tabelle ist auszufüllen, falls ein Unternehmen:

- die Mehrheit der Stimmenanteile der Aktionäre oder Gesellschafter des antragstellenden Unternehmens besitzt, ODER;
- die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs-, Leistungs- oder Aufsichtsorgans des antragstellenden Unternehmens ernennen oder abberufen kann, ODER;
- einen beherrschenden Einfluss auf das antragstellende Unternehmen ausüben kann im Rahmen eines mit diesem Unternehmen geschlossenen Vertrags oder einer Klausel seiner Satzungen, ODER;
- aufgrund eines mit anderen Aktionären oder Gesellschaftern des antragstellenden Unternehmens geschlossenen Abkommens die Mehrheit der Stimmenanteile der Aktionäre oder Gesellschafter alleine kontrolliert.

Unternehmensnummer	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Fall a), b), c) oder d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Aktivität des Unternehmens

Bestimmte Wirtschaftszweige sind von der *De-minimis*-Regelung ausgeschlossen. Damit wir sicherstellen können, dass Ihr Unternehmen nicht in einem dieser Wirtschaftszweige tätig ist, ist die folgende Tabelle auszufüllen:

NACE-Codes 2008 ²	Beschreibung Ihrer Aktivitäten	Prozentsatz des Umsatzes
□□□□□□%
□□□□□□%
□□□□□□%
□□□□□□%

¹ Hier handelt es sich insbesondere um die Unternehmen, deren Verbindung darauf zurückzuführen ist, dass eines der Unternehmen aufgrund eines Vertrags oder einer Klausel der Satzungen über die Mehrheit der Stimmrechte verfügt oder einen beherrschenden Einfluss auf die Tätigkeit des anderen Unternehmens ausüben kann.

² Ist Ihnen der NACE-Code Ihrer Aktivitäten nicht bekannt, können Sie unter folgenden Adresse ein Dokument, das die NACE-Codes 2008 umfasst, herunterladen: http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

5. Angaben zu den *De minimis*-Beihilfen

Für jede neue gewährte *De-minimis*-Beihilfe ist der Gesamtbetrag der "De-minimis"-Beihilfen zu berücksichtigen, die im Laufe des betreffenden Steuerjahres sowie im Laufe der letzten zwei Steuerjahre gewährt wurden, um zu beurteilen, ob der kumulierte Betrag dieser Beihilfen den in der *De-minimis*-Regelung festgelegten Höchstbetrag nicht übersteigt.

Obwohl die *De-minimis*-Beihilfen in ihrer großen Mehrheit durch die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen³ geregelt werden, so gibt es parallel dazu spezifische *De-minimis*-Verordnungen in den Bereichen Landwirtschaft⁴, Fischfang und Aquakultur⁵, sowie im Bereich der Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI)⁶. Falls das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig ist, sind die vorerwähnten spezifischen Regelungen beim Ausfüllen der nachstehenden Tabelle zu berücksichtigen.

Um zu prüfen, ob der in diesen Verordnungen festgelegte Höchstbetrag nicht überschritten wird, füllen Sie die nachstehende Tabelle über die Ihnen bereits gewährten *De-minimis*-Beihilfen sowie die *De-minimis*-Beihilfen in Bearbeitung aus, wobei Sie das oben unter Punkt 3⁷ erläuterte Konzept des einzigen Unternehmens berücksichtigen:

Bereits gewährte Beihilfen:

Datum des Beschlusses	Bezuschusste Einheit	Auf den Antrag anwendbare <i>De-minimis</i> -Verordnung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussen de Instanz	Referenz	Betrag in Euro
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.....			...EUR

³ Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen, Amtsblatt der EU Nr. L 352 vom 24. Dezember 2013, S.1.;

⁴ Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen im Agrarsektor, Amtsblatt der EU Nr. L 352 vom 24. Dezember 2013, S.9.

⁵ Verordnung (EU) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor, Amtsblatt der EU Nr. L 190 vom 28. Juni 2014, S.45.

⁶ Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, Amtsblatt der EU Nr. L 114 vom 26. April 2012, S.8.

⁷ Betroffen sind also sowohl die bezuschusste Einheit, als auch die anderen verbundenen Einheiten, so dass sie gemeinsam das "einzigste Unternehmen" bilden.

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWIEUR
----------	---	--------

GESAMT: EUR

Beihilfen in Bearbeitung:

Datum des Antrags	Bezuschusste Einheit	Auf den Antrag anwendbare <i>De-minimis</i> -Verordnung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussen de Instanz	Referenz	Betrag in Euro
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI ..... .....				...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI ..... .....				...EUR

GESAMT: EUR

Der (die) Unterzeichnete (Name und Vorname), gesetzlicher Vertreter - als
 - der Einheit (Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung)
, rechtlich befugt, das Unternehmen zu vertreten,
 bestätigt ehrenwörtlich, dass die Liste der oben stehenden Angaben wahrheitsgemäß und vollständig ist.

Ich verpflichte mich, die Wallonische Region über jede mir zugesagte *De-minimis*-Beihilfe über einen Zeitraum von drei Jahren ab dem Datum der gegebenenfalls erfolgten Gewährung einer *De-minimis*-Beihilfe zu informieren.

Ich bin mir bewusst, dass die erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen, wenn sich herausstellt, dass die von meinem Unternehmen erteilten Auskünfte falsch sind.

Ausgefertigt in:, am

Unterschrift des KMU:

Name, Vorname und Eigenschaft des / der Unterzeichneten:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich Energie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Der Minister für Energie

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/15757]

28 MAART 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

Gelet op 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering, artikelen 12 en 19;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 september 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 22 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1° de *minimis*-Verordening: de Europese verordening EG nr. 1407/2013 van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de *de-minimis*steun;

2° het besluit: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 20 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° het besluit AMURE: het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE);

4° de Minister: De Minister bevoegd voor Energie;

5° de KMO: rechtspersoon uit de privé-sector die voldoet aan de begripsomschrijving van artikel 2.2 bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

6° gedeeltelijke energieaudit: gedeeltelijke energieaudit zoals omschreven in artikel 2 van het besluit AMURE;

7° globale energie-audit: globale energieaudit zoals omschreven in artikel 2 van het besluit AMURE;

8° vereenvoudigde energieaudit: een systematische procedure, overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 1;

9° prehaalbaarheidsonderzoek: prehaalbaarheidsonderzoek zoals omschreven in artikel 2 van het besluit AMURE;

10° AMURE erkende energieauditeur: energieauditeur erkend krachtens de procedure omschreven in hoofdstuk 3 van het besluit AMURE en overeenkomstig bijlage 6 van het besluit AMURE.

Art. 2. De steun van het geïntegreerd portfolio die onder de Minister valt is de cheque energie.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden van de cheque energie*

Art. 3. De cheque energie wordt aan een KMO toegekend voor de uitvoering van:

1° een gedeeltelijke energieaudit;

2° een globale energieaudit;

3° een vereenvoudigde energieaudit;

4° een prehaalbaarheidsonderzoek.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 1 van de de minimis-Verordening worden de KMO's vallend onder de volgende sectoren van het voordeel van de cheque energie uitgesloten:

1° de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code 2008 : 03.);

2° de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code 2008 : 01.01 tot 01.5);

3° de sector verwerking en afzet van landbouwproducten wanneer:

a) het bedrag van de steun wordt vastgesteld op basis van de prijs of de hoeveelheid van deze producten die van primaire producenten worden gekocht of door de betrokken ondernemingen in de handel worden gebracht;

b) de steun afhankelijk wordt gesteld van de verplichting deze steun geheel of ten dele aan primaire producenten door te geven.

Art. 5. De vereenvoudigde energieaudit wordt uitgevoerd door een AMURE erkende energieauditor gezamenlijk met betrekking tot de vaardigheden gebouwen, industriële processen, verlichting en hernieuwbare energie-warmtekrachtkoppeling. De andere audits en onderzoeken worden uitgevoerd door AMURE erkende energieauditeurs, overeenkomstig bijlage 6 van het besluit AMURE.

Art. 6. De gedeeltelijke energieaudit, de globale energieaudit, de vereenvoudigde energieaudit en de jaarlijkse opvolgingsaudit worden op bestaande installaties uitgevoerd.

Het prehaalbaarheidsonderzoek wordt op bestaande installaties uitgevoerd, behalve in het geval van installaties met betrekking tot een hernieuwbare energiebron of warmtekrachtkoppeling.

Art. 7. De cumulatie van de energiecheque met andere subsidies of premies van het Gewest, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten voor hetzelfde onderzoek of dezelfde investering is verboden.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de energiecheque en in aanmerking komende kosten*

Art. 8. De in aanmerking komende kosten zijn de noodzakelijke dienstverleningen van de Amure erkende energieauditeur voor de uitvoering van een gedeeltelijke energieaudit, een globale energieaudit, een vereenvoudigde energieaudit of een prehaalbaarheidsonderzoek.

Art. 9. Het bedrag van de cheques energie en de maximale in aanmerking komende kosten worden in bijlage 2 vermeld.

De cheques energie moeten aan de de minimis-verordening voldoen. In dit verband wordt de cumulatie van de-minimissteun voor dezelfde in aanmerking komende kosten beperkt tot 200.000 EUR over een periode van drie aanslagjaren.

Art. 10. De cheque energie wordt op basis van de in aanmerking komende kosten berekend, exclusief btw.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenningsprocedure van de cheque energie*

Art. 11. De aanvraag om cheques energie, bedoeld in artikel 15 van het besluit, bevat minstens de in bijlage 3 bedoelde informatie.

Het KMO-attest bedoeld in bijlage 6 wordt ingevuld en gevoegd aan de aanvraag om de cheque energie.

Het de minimis-attest bedoeld in bijlage 7 wordt ingevuld en gevoegd aan de aanvraag om de cheque energie.

Art. 12. De overeenkomst tussen de KMO en de dienstverlener, bedoeld in artikel 16, § 1, lid 2, van het besluit, bevat minstens de in bijlage 4 bedoelde informatie.

Art. 13. Wat de cheque energie betreft is er geen betaling van de KMO bij de uitgever, bedoeld in artikel 19, lid 1, van het besluit, die zijn deel voor de dekking van de door de steun bedoelde diensten vormt.

Art. 14. De termijn bedoeld in artikel 19, lid 5, en artikel 20, § 1, van het besluit, waarin de prestatie verricht en voltooid moet worden, bedraagt twaalf maanden, te rekenen vanaf de datum van de ontvankelijkheid van het dossier.

Art. 15. Het uitvoeringsverslag van de dienstverlening, bedoeld in artikel 20, § 1, lid 3, van het besluit, die gevoegd dient te worden bij de factuur van de dienstverlener, bevat minstens de in bijlage 5 bedoelde informatie.

Namen, 28 maart 2019.

BIJLAGE 1. Minimumbestek voor de vereenvoudigde energieaudit

1. Doelstelling

Het doel van de vereenvoudigde energieaudit is om de opdrachtgever een eerste stand van zaken van de energieaspecten van de onderneming voor te leggen. Deze stand van zaken, gebaseerd op een bezoek onder werkelijke gebruiksvoorwaarden, omvat de aspecten met betrekking tot facturen, energieboekhouding en stelt een lijst van acties voor die ondernomen moeten worden om de energie-efficiëntie van de onderneming te verbeteren of bij te dragen tot de ontwikkeling van hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling. Deze audit is vereenvoudigd in die zin dat hij de belangrijkste energieaspecten van de onderneming bestrijkt, of het nu gaat om de hoeveelheid energie of om de mogelijkheid voor de opdrachtgever om acties te ondernemen.

De geauditeerde omtrek omvat de operationele activiteiten van de werkplaatsen en kantoren en de systemen die elektriciteit en brandstof gebruiken.

2. Inhoud van de vereenvoudigde energieaudit

1° analyse van het elektriciteitsverbruik:

- a) Analyse van het verbruik tijdens piek- en daluren;
- b) Analyse van het afgenomen vermogen;
- c) Analyse van het cos phi;
- d) Analyse van het belastingsdiagram;
- e) Analyse van de kwartierpiek;
- f) Analyse van de elektriciteitsfacturen.

2° analyse van het brandstofverbruik:

- a) Analyse van het verbruik;
- b) Analyse van de seizoenschommelingen;
- c) Analyse van de brandstoffacturen;

3° het bezoek en de vereenvoudigde energieaudit van de installaties en lokalen van de onderneming, die het volgende omvat:

- a) de voorstelling van de activiteiten van de onderneming en de mogelijke ontwikkeling ervan;
- b) de voorstelling van de ondervonden energieproblemen, de reeds gedane investeringen of de projecten met betrekking tot de vermindering van het energieverbruik of de mogelijke ontwikkeling daarvan;
- c) het overzicht van de mogelijke tekortkomingen van de installaties die gefotografeerd kunnen worden;
- d) de uitleg in verband met de geïdentificeerde problematieken en de verbeteringsmogelijkheden ervan, de goede praktijken, de investeringsmogelijkheden zoals de verbeteringen inzake energie-efficiëntie en de mogelijke energie-zelfopwekkingsinstallaties.

4° de debriefing en aanbevelingen om de energie-efficiëntie te verhogen wat betreft de punten die bij de vereenvoudigde audit aan het licht gekomen zijn, omvatten het volgende:

- a) de aspecten in verband met werkplaatsen en lokalen: verlichting, productie, distributie, emissies en regulering van de verwarming en klimaatregeling in het gebouw, ventilatie en, indien nodig, isolatie en waterdichtheid van het gebouw;
- b) de aspecten in verband met de activiteiten van de onderneming: de efficiëntie van de drijfkrachten, het gebruik van variatoren, de nutsvoorzieningen zoals productie, distributie en gebruik van perslucht, stoom of koeling, het beheer van de stilstanden;
- c) de sensibilisering van het personeel;
- d) de productie van zelf gebruikte hernieuwbare energie of voor een terbeschikkingstelling op een autonoom micronet voor ondernemingen of collectiviteiten;
- e) de terugwinning van afvalwarmte;

5° Het onderzoek van de mogelijkheden van de onderneming in verband met de flexibiliteit inzake elektrische energie;

6° de informatie in verband met de specifieke financiële incentives;

7° de maatregelen die genomen moeten worden om de aanbevelingen van de audit uit te voeren;

8° een identificatie van de investeringen die in aanmerking komen voor het BWR van 2 december 2004 betreffende de steun voor het duurzame energiegebruik;

3. Inhoud van het verslag van de vereenvoudigde audit:

- 1° de contactgegevens alsook de basisgegevens omtrent de activiteiten van de onderneming;
- 2° de doelstelling van de audit, namelijk het toepassingsgebied en de beperkingen ervan;
- 3° een overzicht van de te ondernemen acties en de in aanmerking te nemen mogelijkheden tot verbetering;
- 4° een beschrijving van de geïdentificeerde problematieken en de te bieden oplossingen, eventueel geïllustreerd met foto's die tijdens het bezoek genomen zijn;
- 5° een overzicht van de financiële incentives in verband met de behandelde onderwerpen;
- 6° de lijst van de investeringen die in aanmerking komen voor het BWR van 2 december 2004 betreffende de steun voor het duurzame energiegebruik.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

BIJLAGE 2. Bedragen van de cheques energie voor de KMO's

	Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	Prehaalbaarheidsonderzoek	Vereenvoudigde energieaudit
	Bedrag: 75% v/d in aanmerking komende kosten	Bedrag: 75% v/d in aanmerking komende kosten	Bedrag: 75% v/d in aanmerking komende kosten	Bedrag: 75% v/d in aanmerking komende kosten
	Maximale in aanmerking komende kosten: 6.000 eur	Maximale jaarlijkse toelage: 5.000 eur	Maximale jaarlijkse toelage: 5.000 eur	Maximale in aanmerking komende kosten: 1.000 eur

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

Bijlage 3: de aanvraag om de cheque energie

Plaats en datum:

Naam van de KMO:

Adres:

Bankrekeningnr.:

Nr. onderneming:

NACE code:

De begunstigde bevestigt:

- dat hij een cheque energie aanvraagt voor de verwezenlijking:
 - van een gedeeltelijke energieaudit
 - van een globale energieaudit
 - van een vereenvoudigde energieaudit
 - van een prehaalbaarheidsonderzoek
- dat hij kennis heeft genomen van de omschrijving van de voorwaarden voor de toekenning van de cheque energie en dat hij zich ertoe verbindt deze na te leven
- dat hij duidelijk beseft dat de cheque energie aan de *de minimis*-verordening moet voldoen

Bijlagen ingevuld door de begunstigde:

- KMO-attest (bijlage 6)
- *de minimis*-attest (bijlage 7)

Ondertekening van de KMO:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon (onen):

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

Bijlage 4: Overeenkomst

Plaats en datum:

Naam van de AMURE erkende energieauditor:

Adres:

Naam van de steunontvangende KMO:

Adres:

Nr. onderneming:

Dienstverlening (naar keuze):

- gedeeltelijke energieaudit
- globale energieaudit
- vereenvoudigde energieaudit
- prehaalbaarheidsonderzoek

/	Opdrachten	Bedrag excl. BTW eur
/		
/		
/		
Totaal	/	
Provisionele bedrag van de cheque energie	/	

Vervaldatum van aanbod:

Ondertekening van de AMURE erkende energieauditor:

Ondertekening van de steunontvangende KMO:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon (onen):

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

BIJLAGE 5. Uitvoeringsverslag van de dienstverlening

Naam van de AMURE erkende energieauditor:

Adres:

Naam van de steunontvangende KMO:

Adres:

Nr. onderneming:

Dienstverlening (naar keuze):

- gedeeltelijke energieaudit
- globale energieaudit
- vereenvoudigde energieaudit
- prehaalbaarheidsonderzoek

Overzicht en specificaties van de facturen:

/	Factuurnrs	Datum factuur	Bedrag excl. BTW eur
/			
/			
/			
Totaal facturen	/	/	
Bedrag van de cheque energie	/	/	

Overzicht en specificaties van de mogelijkheden tot verbetering die in de audit of het onderzoek geïdentificeerd zijn:

Maatregelen inzake energie-efficiëntie/hernieuwbare energiebronnen geïdentificeerd in audit/onderzoek	Rangschikking ¹	jaarlijkse energiebesparing [finaal kWh]	levensduur v/d energiebesparing [jaar]	betrouwbaarheid v/d cijfergegevens	Bedrag van de investering excl. BTW eur

¹ Rangschikking: “gebouw”, “industrieel proces”, “utilities”, “verlichting” of “hernieuwbare energie of warmtekrachtkoppeling”.

² betrouwbaarheidsgraad: “raming” of “berekening”.

Bijlagen:

- Factuur (uren)
- Het verslag van de globale energieaudit, gedeeltelijke energieaudit, vereenvoudigde energieaudit of van het prehaalbaarheidsonderzoek

Ondertekening van de KMO:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon (onen):

Handtekening van de dienstverlener:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon (onen):

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

Bijlage 6: het KMO-atteest

De aanvragende onderneming verklaart dat zij aan de hoedanigheid als KMO voldoet en dat zij de hieronder gevraagde informatie waarheidsgetrouw invult.

Aandeelhoudersstructuur van de aanvragende onderneming:

Aandeelhouders en categorieën (publiek, privé)	Aantal aandelen	%

Eventuele dochterbedrijven van de aanvragende onderneming:

Benaming van de ondernemingen in wier kapitaal uw maatschappij een participatie in handen heeft	%

Voor elke gebonden of partneronderneming van de aanvragende onderneming (aandeel in kapitaal van minstens 25%):

- Volledige benaming:
- Participatiegraad:
- Adres van de maatschappelijke zetel:
- BTW-nummer:
- Aandeelhouderschap (zie tabel hierboven):

Als die ondernemingen niet Belgisch zijn, voor de laatste **twee** afgesloten boekjaren:

- omzet:
- balanstotaal:
- aantal FTE-arbeitsplaatsen:

Ondertekening van de KMO:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon(onen):

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE

BIJLAGE 7. De-minimisattest

Verklaring op erewoord van de aanvragende onderneming betreffende de toegekende en toekomstige de-minimissteun:

1. Algemene informatie**1.1. Ondernemingsnummer**

Ondernemingsnummer

Een onderneming die werknemers in dienst heeft, moet een ondernemingsnummer hebben. Deze informatie is verplicht. Indien dit nummer niet ingevuld is kan uw aanvraag niet behandeld worden.

1.2. Type onderneming

- Natuurlijke persoon (zelfstandige)
 Dhr./Mevr. (naam en voornaam)
 Geboortedatum □□/□□/□□
- Rechtspersoon (vennootschap)
 Naam van de vennootschap
 Rechtsvorm

1.3. Adres

Adres Nummer □□□□ Bus □□
 Postcode □□□□ Plaatsnaam Land

Telefoon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□
 E-mail@.....

1.4. Bankrekeningnummer

Volledige benaming rekening

'klassiek' nummer
 □□□-□□□□□□□□-□□

IBAN nummer
 IBAN BIC

2. Contactpersoon

Dhr./Mevr. (naam en voornaam)
 Functie bij de onderneming

Adres Nummer □□□□ Bus □□
 Postcode □□□□ Plaatsnaam Land

Telefoon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□
 E-mail@.....

3. Participaties en samenstelling van het kapitaal

3.1. Feitelijke participaties of participaties van rechtswege in andere

Indien de aanvragende onderneming deelnemingen in andere ondernemingen of ondernemersverenigingen bezit op een zodanige wijze dat zij tezamen als “één enkele onderneming”¹ kunnen worden beschouwd, moet de onderstaande tabel worden aangevuld.

Nr. onderneming	Benaming/handelsnaam	Rechtsvorm	Percentage van het kapitaal
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. Ondernemingen verbonden met de aanvragende onderneming

Onderstaande tabel dient te worden ingevuld als een onderneming:

- de meeste stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van aanvragende onderneming bezit OF;
- het recht heeft meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de aanvragende onderneming kan aanwijzen OF;
- het recht heeft een overheersende invloed uit te oefenen op de aanvragende onderneming, krachtens een contract dat ze met laatstgenoemde heeft gesloten of krachtens een clausule in de statuten ervan OF;
- alleen, krachtens een akkoord gesloten met andere aandeelhouders of vennoten van de aanvragende ondernemingen, de meeste stemrechten van de aandeelhouders of vennoten ervan controleert.

Nr. onderneming	Benaming/handelsnaam	Rechtsvorm	Toepasselijk geval a), b), c) of d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Activiteiten van de onderneming

Sommige sectoren zijn uitgesloten van de *de minimis*-Verordening. Om zekerheid te hebben of uw onderneming wel degelijk niet in één van genoemde sectoren actief is, gelieve onderstaande tabel in te vullen:

NACE Codes 2008 ²	Omschrijf uw activiteiten	Percentage van de omzet
□□□□□□%
□□□□□□%
□□□□□□%
□□□□□□%

¹ Worden hiermee bedoeld de ondernemingen die verbonden zijn wegens het bezit door een onderneming van de meeste stemrechten of het recht om een overheersende invloed uit te oefenen op de werking van de andere onderneming, krachtens een contract of een clausule in de statuten.

² Als u de NACE-code van uw activiteiten niet kent, kunt u een document met de NACE 2008-codes vinden op het volgende adres: http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

5. Informatie betreffende de *de minimis*-steun

Voor elke nieuwe toegekende *de minimis*-steun dient rekening te worden gehouden met het totale bedrag van de *de minimis*-steun, toegekend in de loop van het betrokken belastingjaar, maar ook met de twee laatste belastingjaren om te beoordelen of het samengeteld bedrag van die steun het vastgesteld maximum van de *de minimis*-Verordening niet overschrijdt.

Hoewel de *de minimis*-steun voor het overgrote deel onder Verordening (EU) nr. n°1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de minimis*-steun³ valt, bestaan er daarnaast andere *de minimis*-Verordeningen in de sectoren landbouw⁴, visvangst en aquacultuur⁵, evenals wat betreft de diensten van algemeen economisch belang of “DAEB”⁶. Als de onderneming in minstens één van die sectoren actief is, dient rekening te worden gehouden met bovenvermelde specifieke verordeningen bij het invullen van onderstaande tabel.

Om na te kunnen gaan of dat maximum, vastgesteld in die Verordeningen, niet overschreden wordt, wordt onderstaande tabel ingevuld met betrekking tot de voorheen ontvangen *de minimis*-steun en de lopende *de minimis*-steun, waarbij het begrip “één enkele onderneming”, zoals hierboven omschreven onder punt 3⁷, niet veronachtzaamd mag worden:

Voorheen gekregen steun:

Datum van de beslissing	Begunstigde eenheid	<i>de minimis</i> Verordening van toepassing op aanvraag	Voorwerp van de steun	Subsidiërende overheid	Referentie	Bedrag in EUR
□□/□□/□□		Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN VAN ALGEMEEN ECONOMISCH BELANG	.........................			...EUR
□□/□□/□□		Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN VAN ALGEMEEN ECONOMISCH BELANG	.........................			...EUR

³ Verordening (EU) nr. n°1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de minimis*-steun, *P.B.E.U.*, 24 december 2013, L 352, p.1.

⁴ Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de minimis*-steun in de landbouwsector, *P.B.E.U.*, 24 december 2013, L 352, p.9.

⁵ Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 juni 2014 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de minimis*-steun in de visserij- en aquacultuursector *P.B.E.U.*, 28 juni 2014, L 190, p.45.

⁶ Verordening (EU) Nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de minimis*-steun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, *P.B.E.U.*, 26 april 2012, L 114, p.8.

⁷ Worden hiermee bedoeld zowel de begunstigde entiteit als de andere entiteiten die op een zodanige wijze verbonden zijn dat zij tezamen “één enkele onderneming” vormen.

□□/□□/□□	Algemeen				
	<input type="checkbox"/> Visvangst				
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....				...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN				
	VAN				
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG				
□□/□□/□□	Algemeen				
	<input type="checkbox"/> Visvangst				
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....				...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN				
	VAN				
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG				
□□/□□/□□	Algemeen				
	<input type="checkbox"/> Visvangst				
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....				...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN				
	VAN				
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG				
TOTAAL :EUR					

In behandeling zijnde steun:

Datum van aanvraag	Begunstigde entiteit	<i>de minimis</i> Verordening van toepassing op aanvraag	Voorwerp van de steun	Subsidië nde overheid	Referentie	Bedrag in EUR
□□/□□/□□		Algemeen				
		<input type="checkbox"/> Visvangst				
		<input type="checkbox"/> Landbouw .....				...EUR
		<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN				
		VAN				
		ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG				
□□/□□/□□		Algemeen				
		<input type="checkbox"/> Visvangst				
		<input type="checkbox"/> Landbouw .....				...EUR
		<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN				
		VAN				

	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG		
□□/□□/□□	Algemeen		
	<input type="checkbox"/> Visvangst		
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....		...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN		
	VAN		
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG		
□□/□□/□□	Algemeen		
	<input type="checkbox"/> Visvangst		
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....		...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN		
	VAN		
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG		
□□/□□/□□	Algemeen		
	<input type="checkbox"/> Visvangst		
	<input type="checkbox"/> Landbouw .....		...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB, DIENSTEN		
	VAN		
	ALGEMEEN ECONOMISC H BELANG		
TOTAAL :EUR			

Ondergetekende, (naam en voornaam), wettelijke vertegenwoordiger in de hoedanigheid vanvan entiteit (ondernemingsnummer en handelsnaam/benaming), wettelijk gemachtigd om de onderneming te binden, verklaar op erewoord dat de lijst onderstaande gegevens juist en volledig is.

Ik verbind me ertoe het Waalse Gewest in te lichten over iedere *de minimis*-steun waarvan ik kennis zou krijgen, tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de eventuele toekenning van een *de minimis*-steun.

Ik ben mij bewust van het feit dat de steun die ik krijg op basis van de gegevens die ik mededeel terugbetaald zal moeten worden als die gegevens onjuist zijn.

Gedaan te, op

Ondertekening van de KMO:

Naam, voornaam en functie van de ondertekenende persoon(onen):

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister van Energie,

J.-L. CRUCKE